

Patrice CHEVALIER

Doctorant en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Lyon / Université Lumière Lyon 2 / Groupe de Recherche et d'Étude sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) ; Chercheur associé au Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales de San'â' (CEFAS), Yémen

***INFORMER AU YEMEN,
LES JOURNALISTES DU NET***

« Les journalistes ont peur. La liberté d'expression n'existe plus au Yémen ! » affirmait récemment un journaliste de presse écrite interviewé par nos soins. Interrogé à propos des conditions d'exercice de sa profession, il résumait en ces termes abrupts le rétrécissement progressif du champ politique et le durcissement de l'affrontement entre l'État et certains journalistes, situation que François Burgat qualifiait de retour progressif à la norme institutionnelle arabe de l'autoritarisme par le pouvoir en place (Burgat, 2000).

À défaut d'avoir été totale, cette liberté d'expression, permise par la constitution et réglémentée par la loi de la presse et des publications de 1990, connut son « âge d'or » entre 1990 (date de la proclamation de la République du Yémen avec la réunification des ex-Yémen Nord et Sud) et 1994 (date de la guerre civile). Si certains sujets ont toujours été condamnés par les textes (remise en cause de l'unification et atteinte à la sûreté de l'État), d'autres interdits, cette fois tacites, s'y ajoutent à partir de 1994 (critique du président, corruption/argent du pétrole/budget de l'État, relations yéméno-saoudiennes). Conscients des lignes rouges à ne pas dépasser, les journalistes yéménites pouvaient néanmoins exprimer les opinions les plus diverses à travers une grande variété de titres (journaux indépendants, journaux d'opinions et organes de partis politiques¹). Dans un ouvrage paru en 1999, al-Mu'ïd fait état d'une presse yéménite florissante et témoignant encore de cette liberté. C'est le 11 septembre 2001 qui, selon le *Yemen Times*, constitue le véritable tournant². Contraint de se positionner aux côtés des États-Unis dans la *Global War on Terror* (pour éviter au Yémen d'être placé sur la liste des *Rogue States* comme en 1991), le président 'Alî 'Abdallah Sâlah applique l'une des exigences étasuniennes, à savoir le *Law & Order*, en mettant l'accent sur le second terme (Burgat, 2006, p. 12). Sous couvert d'*order* et de lutte contre le terrorisme, le pouvoir menace et/ou entame des actions judiciaires contre des journalistes ayant critiqué le gouvernement, tant pour son rapprochement avec les Américains que pour son incapacité à gérer une situation politique et économique de plus en plus délicate (guerre civile à Sa'ada, velléités de sécession dans l'ex-Yémen du Sud, appauvrissement rapide d'une majorité de Yéménites). Des journalistes sont menacés, frappés ou emprisonnés, des journaux sont suspendus, saisis au sortir de l'imprimerie, connaissent des retards de distribution... Dans ce contexte, l'internet se développe en tant que support et vecteur d'information. Est-ce pour palier aux problèmes de fabrication ou pour contourner la censure que certains journalistes s'emparent de ce nouvel outil ? C'est ce que cet article tentera de déterminer, tout en soulignant le fait que les journalistes professionnels n'ont désormais plus le monopole de l'information face à l'émergence d'un « journalisme citoyen ». À ce titre, nous avons interviewés des journalistes, des responsables de sites web et des internautes, la plupart ayant souhaité rester anonyme.

La presse traditionnelle s'empare du net

C'est en 1996 que l'internet est introduit au Yémen *via* les compagnies *TeleYemen* et *Public Telecommunications Corporation*, mais c'est seulement à partir de 2000 qu'il a été utilisé à des fins d'information. Trois raisons pratiques poussent les grands journaux yéménites à investir cet

espace : gagner un lectorat extérieur (la presse papier n'étant pas, sauf exception, diffusée hors du pays), prévenir les aléas de fabrication et rester présent sur le front de l'opinion. Pour beaucoup de responsables de journaux partisans en effet, créer et maintenir un titre (papier ou numérique), relève moins d'une entreprise lucrative que de la nécessité de participer au débat public³. Ces journaux ne cherchent pas ou peu à faire preuve d'originalité. La version numérique est la copie conforme de la version papier. Néanmoins, pour quelques journaux d'opposition régulièrement suspendus, l'internet se révèle rapidement être un moyen de contourner la censure et de continuer à exister pendant la durée de l'interdiction. Il apparaît dès lors comme un espace de plus grande liberté d'expression, d'autant plus qu'il échappe à un cadre législatif. En outre, au départ, l'État, qui en raison du nombre restreint d'internautes, n'a pas pris conscience de l'impact à venir de l'internet, a peu investi ce domaine et semble s'en désintéresser.

Des journalistes de presse papier, controversés ou censurés se tournent naturellement vers le net qui tend à devenir pour eux un espace-refuge. Quelques journaux d'opposition, abandonnant la version papier, finiront par ne plus exister que sous leur version numérique. Le parcours de 'Abdulkarim al-Khaywânî, journaliste et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *al-Shûra*⁴, illustre parfaitement ces deux cas de figure. Plusieurs fois menacé, roué de coups, jugé et emprisonné pour avoir maintes fois dépassé les lignes rouges en écrivant notamment des articles sur le budget de l'État et la corruption, les possessions terriennes du président et les « héritiers du pouvoir », al-Khaywânî, lassé de voir son journal fermé puis proprement contrôlé par l'État, crée un site web (*www.al-shora.net*) destiné à devenir l'unique support de ses articles.

Par ailleurs, l'internet attire des personnes n'appartenant pas au monde des professionnels de l'information et qui profitent du peu d'investissement nécessaire offert par cet outil pour créer leur propre site d'information (webzine). C'est le cas de Muhammad al-Sâlihî qui fonde le webzine *Mareb Press* en janvier 2006.

De nouveaux journalistes, l'exemple de *Mareb Press*

Muhammad al-Sâlihî, originaire de Mâ'rib⁵ où il suit des études d'informatique, a pour habitude, au début des années 2000, de *chatter* sur l'internet avec d'autres étudiants des grandes villes du pays. Suite à la réflexion d'une de ces internautes qui s'exclame : « Alors, tu n'es pas un barbare », al-Sâlihî prend conscience de l'image désastreuse de sa région auprès des autres Yéménites⁶. De là lui vient l'idée de créer un média lui permettant de devenir journaliste et de « promouvoir Mâ'rib et sa région ». Il imagine d'abord créer un journal papier, mais il abandonne très vite l'idée compte-tenu de l'investissement nécessaire (les coûts d'impression sont faramineux) et des longues procédures administratives (le ministère de l'information n'accorde qu'au compte-goutte les autorisations de nouvelles publications). Le format du webzine le séduit davantage : on peut diriger un tel site depuis n'importe quel ordinateur, les informations peuvent être publiées plus vite et toucher davantage de lecteurs. Comme ce site sera consacré à Mâ'rib, il en informe les autorités locales qui consentent à soutenir son entreprise. Ainsi, il inaugure début 2003 le prototype de ce qui deviendra plus tard *Mare Press : Mareb City*.

Peu à peu, Muhammad al-Sâlihî dépasse l'objectif touristique pour écrire sur des sujets plus sensibles, tel que la corruption au sein du gouvernorat. De site promotionnel, *Mareb City* se transforme en site d'informations locales, avec comme seul but de publier des informations correctes et vérifiées. Ce qu'il reproche aux journalistes yéménites est en effet de ne pas vérifier leurs sources, de ne pas se rendre sur le terrain, d'être en fin de compte des journalistes de salon diffusant des rumeurs non fondées. Lui se déplace, rencontre les gens, témoigne de leurs problèmes. Ceci n'est pas du goût des autorités qui auraient préférées le voir aborder la politique en écrivant sur le président, le CGP (parti au pouvoir) ou d'autres sujets plus « positifs ». Al-Sâlihî refusant de se laisser dicter une ligne éditoriale, le gouvernorat lui retire la maigre subvention qui

lui permettait vaille que vaille de payer les frais du site, puis fait fermer *Mareb City* fin 2005. Al-Sâlihî projette d'ouvrir un site d'information totalement indépendant du soutien financier de l'État. Alors qu'il travaille à ce projet, il est contacté par cinq journalistes qui désirent travailler avec lui, bien que, faute de moyens financiers, il ne puisse leur assurer un salaire. Tous sont portés par la même idée : écrire et véhiculer des informations justes sur leurs régions respectives. *Mareb Press* est lancé début janvier 2006, en dépit des freins que lui oppose le gouvernorat⁷. Quelques jours après l'ouverture, un groupe de touristes italiens se fait enlever à Mâ'rib. Profitant de sa présence sur place et de ses relations sociales, al-Sâlihî s'avère pouvoir être le seul à interviewer les kidnappeurs et à publier leurs photos. De grandes agences de presse internationales, telles l'AFP et Reuters, reprennent son article et achètent les clichés. Dès son lancement, *Mareb Press*, non content de gagner un peu d'argent, attire l'attention des médias traditionnels, internationaux et nationaux.

L'efficacité et le succès vont se révéler tenir avant tout aux qualités des six journalistes. Tous originaires d'une région spécifique dont ils ont la responsabilité au sein du journal, ils couvrent la presque totalité du pays depuis San'â', Dhâla, Damt, Ta'izz, Aden et Mâ'rib. *Mareb Press* n'est alors plus un site d'information locale mais national. En outre, peut-être pour la première fois au Yémen, on assiste à l'exercice de journalistes de terrain n'hésitant pas à se déplacer pour faire des interviews. La qualité des informations publiées s'en ressent. Pourtant, à l'exception d'un de ses membres ayant étudié le journalisme au Caire, l'équipe est composée d'autodidactes⁸, dont la seule formation a été de rédiger des articles dans des forums de discussion.

À ce noyau dur s'ajoutent des volontaires, souvent des journalistes ou intellectuels yéménites résidant au Yémen ou à l'étranger et qui travaillent déjà tous pour d'autres titres. Parmi ces collaborateurs occasionnels, on compte une journaliste palestinienne de Gaza qui leur fournit régulièrement des exclusivités, Munîr al-Mawrî, ancien journaliste d'*al-Jazîra* résidant aux États-Unis, ainsi que des correspondants basés en Grande-Bretagne, au Canada, en Arabie-Saoudite, en Iraq, etc., et ayant à cœur de témoigner de la réalité des Yéménites vivant dans ces différentes parties du monde.

Les informations sont divisées en plusieurs sections : le national, le local, les affaires arabes et internationales, l'économie, le tourisme et l'archéologie, les livres, les sciences et les connaissances, les rapports, l'information en débat, le sport, les archives, le monde du crime et le courrier des lecteurs.

Mareb Press ouvre certaines de ses pages aux papiers d'opinion des internautes, lesquels participent ainsi au contenu et à la nature du site. Al-Sâlihî tenant à inclure les lecteurs dans le processus d'information, ces derniers peuvent également réagir aux articles en envoyant leurs commentaires qui, néanmoins, seront ou non diffusés après lecture du modérateur. Certains sujets peuvent donner lieu à des dizaines d'échanges, parfois enflammés, entre un lecteur et un journaliste, ce qui, selon al-Sâlihî, favorise le débat d'idées.

« La particularité de ce site et ce qui le rend attractif tient à la nature des sujets qui y sont traités », témoigne un journaliste du *Yemen Times*. « À la différence des autres journaux ou sites web qui se focalisent sur les questions purement politiques, *Mareb Press* est quasiment le seul média à s'intéresser aux *Yemeni Stories* », à travers des articles centrés sur les problèmes quotidiens des personnes interviewées.

Ainsi, après seulement un an et demi d'existence, *Mareb Press* devînt le premier site d'information yéménite consulté sur le net⁹. Au total, ce sont en moyenne 26 000 internautes qui ont visité le site quotidiennement ces trois derniers mois¹⁰. Qui sont ses lecteurs ? Vraisemblablement une élite intellectuelle et urbaine, souvent jeune, mais pas nécessairement, qui a soif d'une presse fiable et de qualité traitant du Yémen. Le site est également devenu une référence pour des journalistes de presse papier qui y vérifient leurs informations, même si beaucoup rechignent à l'avouer en interview. Au final, ce sont les Yéménites de l'étranger (voire même des étrangers tout court) qui constituent la majorité du lectorat¹¹. En tant que seul site indépendant et fiable

diffusant des informations sur le Yémen, *Mareb Press* n'a pas de concurrents directs et les internautes yéménites expatriés sont naturellement amenés à le consulter.

Officiellement, *Mareb Press* est un site d'information indépendant, politiquement neutre, car donnant droit d'expression à toutes les tendances politiques. Certains affirment néanmoins qu'il est proche de l'opposition. Au regard d'un État affirmant que le Yémen connaît une période de stabilité sans précédent et que les problèmes y sont soit mineurs, soit inexistantes, il est évident qu'un site publiant des articles traitant de la guerre civile à Sa'ada ou des fac-similés prouvant la corruption de certains membres du gouvernement lors d'accords pétroliers, fait forcément partie de l'opposition. En outre, dans un pays où la presse est davantage une presse d'opinion que d'information, la ligne éditoriale du site qui consiste à informer et seulement informer dérange¹². Certes, al-Sâlihî ne cache pas recevoir de l'argent de mécènes proches de partis d'opposition, mais ce ne sont pas là ses seules sources de financement qui comptent notamment des commerçants, un shaykh de Mâ'rib ou encore un directeur d'hôpital. Une autre source de revenus, et certainement pas des moindres, provient de la vente de photos ; outre celles des kidnappeurs des Italiens, le site fut le premier à publier celles de l'attentat d'août 2007 qui furent achetées par l'agence Reuters.

Devant le succès de son site, aussi bien au Yémen qu'à l'étranger, al-Sâlihî peut envisager le futur avec plus de sérénité. Les projets sont nombreux : le site devrait ouvrir dans sa version anglophone fin janvier 2008. Des traductions germanophones et francophones sont à l'étude. Al-Sâlihî souhaite également signer des accords de partenariats avec des médias internationaux, songe à instaurer une consultation semi-payante et grâce à ces revenus supplémentaires, lancer un service de messagerie téléphonique et former et embaucher plus de journalistes yéménites. Seul bémol à ses rêves de développement, la liberté d'expression des médias. Al-Sâlihî estime peu probable qu'elle s'améliore dans les prochaines années ; il pressent plutôt que le pouvoir la restreigne encore, notamment *via* une loi spécifique à l'information sur l'internet, même s'il doute qu'une telle loi puisse être réellement efficace.

Les forums internet : émergence d'un journalisme citoyen¹³

Parallèlement aux webzines, sont apparus des forums de discussion (*muntadayât*) qui jouent un rôle non négligeable dans la diffusion d'informations ou le débat d'idées. Le premier forum yéménite, le *Divân al-yamanî*, aujourd'hui disparu, avait été lancé en 1999, soit trois ans après l'apparition de l'internet au Yémen. Les initiatives de ce type se sont depuis multipliées¹⁴. Ces forums yéménites sont en majorité, soit locaux, soit thématiques, à l'exception du *Majlis al-yamanî* qui, en vertu de sa qualité reconnue, bénéficie d'une audience nationale. Créé au Caire en 2000, vraisemblablement par un opposant au régime, il est le plus ancien forum existant et a su attirer et fidéliser les visiteurs au fil des ans. Même si l'on constate la forte baisse de son « audience » depuis le mois de septembre 2007¹⁵, sans que nous en sachions les raisons et sans savoir si cette baisse sera momentanée ou durable, il faisait état d'environ 55 000 internautes quotidiens en septembre 2007¹⁶.

Tous les forums adoptent un format similaire structuré en sections thématiques. Les rubriques sont quasiment toujours les mêmes : informations/politique, islam, éducation/culture, femme, santé, littérature/poésie, informatique, *people/funny* ; chaque internaute rédigeant ou réagissant à certains des articles en fonction de ses intérêts. Ces forums, comme partout ailleurs, sont « modérés » par les administrateurs de sections qui peuvent, le cas échéant, censurer un internaute si celui-ci outrepassé les limites de la bienséance (souvent religieuse ou sexuelle).

Le but des créateurs est avant tout la mise en relation de Yéménites, hommes et femmes confondus, et de créer des conditions d'échange et de dialogue. « Réussir à faire communiquer hommes

et femmes est un exploit à mettre au crédit de ces forums »¹⁷. La majorité de ces internautes n'intervient pas régulièrement sur les sujets politiques, économiques ou sociaux agitant le Yémen actuel et les sections les plus visitées sont généralement *people/funny*, littérature ou encore informatique. Néanmoins, on voit poindre une sorte de journalisme citoyen qui, bien que minoritaire ne doit cependant pas être sous-estimé. Certains internautes, en effet, conscients de l'impact que peuvent avoir leurs articles, prennent très à cœur de s'exprimer sur des sujets pouvant faire débat et école, au point d'espérer donner naissance à des groupes de pression capable d'influer sur certaines décisions du gouvernement. D'autres, moins optimistes, écrivent dans ces forums sans tabler sur une quelconque efficacité de leurs interventions sur le plan politique, arguant du fait que trop peu de Yéménites ont accès à l'internet.

Ce que mettent en exergue les internautes interviewés, c'est l'anonymat dont ils bénéficient dans le *Majlis al-yamanî*¹⁸. Il en découle une plus grande liberté de ton et bien que, redoutant la réaction de leur famille, ou que les services secrets ne découvrent un jour leur identité, tous ces « journalistes citoyens » profitent de cet espace de liberté pour aborder des sujets, sensibles, sur le plan social ou politique et par conséquent peu ou pas traités dans la presse traditionnelle. Il s'ensuit de longs débats entre internautes, autour notamment de la place et du rôle des femmes, du concubinage, du rôle néfaste des tribus, des difficultés du mariage ou encore du journalisme au Yémen et de la liberté d'expression.

Qui sont ces d'internautes ? Malgré le manque de statistiques précises, il apparaît que les Yéménites écrivant dans le *Majlis al-yamanî* sont, et c'est aussi vrai pour les autres forums, des personnes plutôt jeunes (entre 18 et 40 ans), éduquées, des intellectuels, des étudiants ou encore des militants des différents partis politiques. Bien peu d'entre eux ont un jour songé à devenir journaliste professionnel, et, le cas échéant, surtout pas dans la presse traditionnelle qui ne pourrait pas leur offrir la même liberté. Par contre, nous avons interviewé des journalistes qui, travaillant pour les journaux gouvernementaux ou de l'opposition, lisent assidûment ce qui s'écrit dans les forums. Beaucoup y trouve une source sinon d'inspiration, d'information, ainsi qu'un espace propice à s'exprimer sur des sujets interdits dans leurs journaux.

Comme dans le cas des webzines, la majorité des visiteurs des forums se connectent depuis l'étranger¹⁹. Imaginant qu'il s'agit avant tout de Yéménites, nous avons interviewés des personnes ayant étudiées ou travaillées en dehors du Yémen pour savoir s'ils utilisaient l'internet, comment et pourquoi. Il en ressort que, bon nombre des Yéménites résidant à l'étranger utilise les forums pour garder un contact avec leur pays et leur région, et se tenir informé des évolutions en cours dans leur société. Ces utilisateurs se classeraient dans deux grandes catégories :

- Les « passeurs », *i.e.* les Yéménites bien intégrés dans leur pays d'accueil (essentiellement les pays arabes) qui essaient de diffuser des idées nouvelles, issues de leurs expériences vécues « ailleurs », et qui jouent le rôle de pont entre le Yémen et l'étranger ;

- « Les tenants du choc des civilisations », *i.e.* le plus souvent des Yéménites désillusionnés par l'Occident après l'avoir fantasmé et souffrant de ce monde individualiste qui les rejette. Ils utilisent les forums pour diffuser *leur* vérité à propos de cet Occident et abjurer leurs concitoyens à conserver leur vie/culture/tradition, en refusant toute innovation exogène.

Il faut citer par ailleurs les opposants politiques qui profitent de cet outil pour propager leurs discours politiques au Yémen.

Webzines et forums de discussion offrent un champ d'information et un espace d'expression plus larges et plus ouverts au public yéménite. Libérés des contraintes politiques et/ou sociales, ces journalistes professionnels ou ces journalistes citoyens abordent des sujets plus en phase avec les réalités du Yémen actuel. Le contenu de l'information diffère de celui de la presse écrite traditionnelle et suscite l'intérêt du lectorat. Il semblerait ainsi que l'on puisse informer plus librement grâce à l'internet.

Le net, la liberté d'expression et le pouvoir

La liberté offerte par l'outil internet n'est pas totale. Il est évident que les journalistes alimentant les sites d'information restent tenus à une certaine rigueur inhérente à leur profession (vérification des sources, etc.). En outre, ces journalistes sont conscients des limites à ne pas franchir sous peine de représailles. Cela n'empêche pas certains webzines de tester les réactions du pouvoir en franchissant petit à petit certaines lignes rouges de la censure, en matière de sujets politiques et/ou sensibles. Reste qu'à notre connaissance, aucun webzine ne s'est pour le moment risqué à attaquer frontalement le Président.

Quant aux internautes utilisant les forums de discussion, ils disent bénéficier d'une plus grande liberté dans leurs échanges. N'étant pas des journalistes professionnels soumis à la relecture d'un rédacteur en chef, ils ne s'embarrassent pas de circonvolutions pour donner leur opinion. Dernièrement, on a en effet pu lire sous la plume de plusieurs utilisateurs du *Majlis al-yamanî* une analyse de la situation politique yéménite pour le moins inhabituelle. En substance, il était dit que le Sud du pays est colonisé par le Nord qui lui-même se trouve sous le joug de la tribu du président, appelant finalement à la sécession (avis passable des plus lourdes peines d'emprisonnement prévues par la Constitution de 1990). En effet, bien que la presse écrite yéménite témoigne, aux yeux des observateurs étrangers, d'une liberté de ton peu commune dans la région, la diffusion d'une telle opinion n'aurait même pas été pensable dans les journaux papier.

Depuis deux ans, le pouvoir yéménite semble prendre la mesure du potentiel oppositionnel de l'information circulant sur l'internet. Même si aucune législation ne régit encore ce domaine, le pouvoir use néanmoins volontiers de la censure, bloquant les sites d'opposants sudistes exilés à Londres ou au Caire et, plus temporairement parfois, certains sites yéménites basés dans le pays, tels *al-Shoura.net* (opposition zaydite), *Nass Press* (opposition islamiste) ou le *Majlis al-yamanî* ayant fait montre d'une trop grande hostilité envers le président-candidat lors des élections de 2006²⁰. Le ministre des télécommunications a déclaré à cette occasion que « en exagérant, *Nass Press* n'était pas un bon exemple pour la liberté de la presse » (*sic*). En juin 2007, *al-Shoura.net* a été momentanément interdit après la publication d'articles concernant la guerre civile à Sa'ada ; le pouvoir reprochant principalement à leur auteur, 'Abdulkarîm al-Khaywânî, d'avoir été en contact avec les « rebelles » et d'avoir dévoilé des informations sur la situation dans le Nord. Inculpé puis emprisonné au mois de juin 2007, il a ensuite été libéré pour raison de santé et attend aujourd'hui son jugement²¹. Lui et son avocat s'attendent à une lourde peine, puis à une grâce du président qui voudra faire bonne figure devant la communauté internationale. Néanmoins, al-Khaywânî n'exclut pas un opportun accident de voiture...²²

Comme il a été dit plus haut, *Mareb Press* diffusa lui aussi plusieurs articles sur Sa'ada au mois de juin 2007. Le pouvoir ne lui a pas intenté de procès, mais quelques jours après ces publications, al-Sâlihî a reçu la visite de la police politique qui l'a menacé de sévices si cela ne cessait pas immédiatement. Une « simple mise en garde », compte-tenu qu'al-Sâlihî n'a pas le même contentieux avec le pouvoir qu'al-Khaywânî. Ceci n'a pas empêché *Mareb Press* de publier d'autres articles sur le sujet, d'une façon toutefois plus conforme au discours officiel.

Certains forums de discussion sont parfois censurés pour une durée plus ou moins longue. Le dernier en date à avoir été bloqué est le *Majlis al-yamanî*²³. Gageons que l'appel d'un internaute à la sécession du Sud n'a pas été sans rapport avec cette fermeture. Le même jour, le ministre de l'information déclarait que la liberté d'expression ne devait pas servir à propager des écrits appelant à la *fitna*²⁴ et au chaos²⁵. Néanmoins, la stratégie du pouvoir à l'encontre des forums se veut plus « discrète » et spécifique. Lorsque l'on interroge des internautes, beaucoup affirment en effet qu'un certain nombre d'intervenants sont payés par le pouvoir pour diffuser la parole officielle. Les premiers à les avoir remarqués sont les utilisateurs du forum de *Mareb Press*. Selon eux, durant les élections présidentielles de septembre 2006, alors que le forum (et le site) montraient une préférence pour l'opposition conjointe²⁶, cinq internautes, au « style agressif »,

avaient clairement pour mission de promouvoir leur candidat (*ie* Sâlah) et de contrer les internautes favorable à bin Shamlân. Dernièrement, un journaliste de presse écrite a remarqué que des personnes pouvant appartenir aux services secrets participent depuis quelques mois aux discussions du *Majlis al-yamani*. Selon lui, il ne s'agit pas seulement de simples internautes favorables au président ; ils sont là, du matin au soir, pour relayer sans nuances le discours officiel et contredire les internautes proches (des idées) des partis d'opposition. À l'occasion, ils insultent les personnes critiquant le pouvoir, les qualifiant de « séparatistes », de « terroristes » ou encore d'« imâmites ». Les internautes, familiers des forums depuis plusieurs années, ne s'y trompent pas et les accueillent d'un « *Bienvenue ! Nous savons qui vous êtes et vous n'avez rien à faire ici* ».

Quelles perspectives ?

Si, tout comme la presse écrite papier, les webzines et forums de discussion concernent à priori et avant tout une « élite », sa portée, politique et sociale, pourrait devenir plus importante auprès du public, d'autant que l'information véhiculée *via* l'internet ne profite pas uniquement aux internautes. Les étudiants, opposants et intellectuels yéménites vivant à l'étranger relaient de plus en plus systématiquement le contenu de sites censurés au Yémen, en compilant *les* articles intéressants dans le but de les transmettre à leur famille et à leurs amis restés au pays. Ces derniers profitent du mode de sociabilité typiquement yéménite pour faire circuler à leur tour ces informations issues de la toile²⁷. Majoritairement urbain, ce phénomène existe également, bien que dans une moindre mesure, dans les milieux ruraux. Il n'est pas rare en effet qu'un des enfants de paysans, devenu internaute dans le cadre des études supérieures qu'il suit dans l'une des universités yéménites où étrangère, se mette à jouer le rôle de passeurs d'idées auprès de sa communauté, et renouvelle ainsi le débat d'opinion, à sa petite échelle.

De fait, le pouvoir qui prend le train en marche paraît vouloir reprendre le contrôle d'une opinion à qui il aurait jusqu'ici laissé trop de liberté. De l'avis des internautes, il est trop tard pour revenir en arrière, et même si une loi était votée, le gouvernement ne serait pas forcément en mesure de tout contrôler. Même si beaucoup ne sont pas très optimistes quant à la liberté d'expression sur le court terme, bien peu envisagent un futur catastrophique. Il n'empêche que la situation de la liberté d'expression ne s'améliore pas, au contraire, bien que le gouvernement multiplie les déclarations officielles affirmant qu'elle est l'une de ses préoccupations principales²⁸.

CONCLUSION

Muhammad al-Mutawakkil, membre du parti de l'Union des Forces Populaires, nous confiait voilà quelques semaines : « *Actuellement, la liberté de la presse yéménite est réduite, la démocratie yéménite est limitée, mais ce sont des processus qui demandent du temps et le Yémen a encore besoin de dix ans pour devenir une vraie démocratie où les journalistes seront libre d'écrire* ». Pour l'heure, l'espace de liberté proposé par l'internet est effectivement rattrapé par la censure. Son utilisation semble néanmoins avoir d'ores et déjà instauré quelques changements dans la pratique journalistique.

Nous l'avons dit, les journalistes yéménites sont peu rompus aux exercices d'enquête ou de reportages de terrain et, préférant de beaucoup s'informer sans bouger de chez eux, ils trouvent dans l'internet une source d'information importante. De plus, il est certain qu'en l'absence de statistiques et de chiffres fiables, et compte tenu du fait que la communication par dossiers ou conférences de presse est quasi inexistante dans ce pays, l'internet remplace certains circuits de mise en circulation de l'information. Par ailleurs, des journalistes de presse traditionnelle peuvent trouver dans certains webzines yéménites une source d'inspiration et un moyen de vérifier des informations. Enfin, grâce aux journalistes et intellectuels expatriés qui profitent de la possibilité

de consulter les sites censurés au Yémen pour transmettre à leurs collègues de la presse yéménite (*via des mailing lists*) des informations dissimulées ou non traitées par la presse officielle, ces derniers ont accès à davantage de renseignements. Ce phénomène de mise en circulation spontanée des informations « interdites » s'accroît et n'est pas sans impact. Il est de plus en plus fréquent de lire dans la presse écrite yéménite d'opposition, des articles reprenant ces informations (en citant parfois la source)²⁹.

D'autre part, on constate, à travers l'exemple de *Mareb Press*, la mise en application de nouvelles méthodes de travail chez des journalistes du web. C'est notamment grâce à ses enquêtes de terrain que le site d'al-Sâlihî a bâti son succès auprès de grandes agences de presse occidentales. Le fait s'avère d'autant plus important à souligner qu'une des caractéristiques des médias yéménites est le manque d'impact extérieur. La réussite de ce webzine incitera-t-elle pour autant certains journalistes yéménites de la presse papier et numérique à travailler de façon plus « professionnelle » ? La question reste ouverte, mais il est probable que, face à l'émergence d'un journalisme citoyen concurrent, les professionnels de l'information aient de plus en plus à faire preuve d'un réel savoir faire, en ne se contentant plus de véhiculer des opinions mais en signant des articles nourris, étayés et pertinents.

¹ Une soixantaine de titres.

² Selon un article paru en février 2006 dans le journal anglophone *Yemen Times*.

³ Prise dans son ensemble, la presse yéménite est davantage une presse d'opinion que d'information.

⁴ Organe de presse du parti zaydite l'Union des Forces Populaires.

⁵ Ville située à environ 120 km à l'ouest de San'â'

⁶ Précisons que les Mâ'ribis n'ont pas une excellente réputation, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur du Yémen : bédouins, rudes, pratiquant volontiers les enlèvements de touristes afin d'attirer l'attention d'un gouvernement les ayant délaissés, cette réputation ne s'est guère améliorée depuis que sept touristes espagnols ont été tués lors d'un attentat suicide en août 2007.

⁷ Article de *Mareb Press* paru en janvier 2007 où al-Sâlihî relate les problèmes rencontrés.

⁸ Ce qui est le cas de la plupart des journalistes yéménites ; rares sont ceux ayant suivis une formation à l'université ou dans une école de journalisme.

⁹ Entre août 2007 et janvier 2008, *Alexa.com* le classait entre la neuvième et la treizième place des sites les plus visités au Yémen, derrière des sites tels Google, Yahoo!, You tube, etc., mais toujours en tête de tous les webzines..

¹⁰ Source : *Alexa.com*.

¹¹ À la date du 17.01.2008, *Alexa.com* donnait la répartition suivante (pourcentage des utilisateurs en fonction des pays) : Yémen 26,2%, Arabie Saoudite 10,9%, Malaisie 9,2%, Égypte 7,8%, Émirats arabes unis 6,5%, Qatar 5,3, Chine 4,8%, Jordanie 4%, Koweït et Allemagne 3,6%, Palestine 3,5%, etc. Ce site fait un calcul approximatif entre utilisateurs et pages ouvertes, il convient donc de manier ces chiffres avec une certaine circonspection. Une étude statistique plus précise reste à faire (âge, sexe, catégories sociales, etc.) ; nous n'avons pour le moment pas réussi à récolter suffisamment d'information pour la réaliser.

¹² Le slogan du site est le suivant : « *Bi-l-naba' al-yaqîn nadha' al-wâqî' bayn yadak* » (« Par l'annonce du vrai, nous mettons la réalité entre tes mains »).

¹³ Les personnes que nous avons interviewés étaient tous ou sont encore des utilisateurs de trois forums, le *Majlis al-yamanî*, le forum de *Mareb Press* (hébergé à l'intérieur du webzine du même nom) et le *Mmuntada Shabwa*.

¹⁴ Notons également que des Yéménites ont ouvert des blogs. La recherche restant à faire, nous ne pourrions pas les aborder ici. Citons *www.y.net.ye/kabili*, *www.y.net.ye/gesalanbia*, *www.sunna.com/ye* (censuré) ou encore *www.y.net.ye/afrah*.

¹⁵ Trentième site le plus visité au Yémen, le *Majlis al-yamanî* comptabilisait tout de même environ 20 000 visiteurs à la date du 16.01.2008, avec une moyenne d'environ 22 000 visiteurs/jours sur les trois derniers mois.

¹⁶ Chiffre relevé le 9 septembre 2007 sur *Alexa.com*.

¹⁷ Selon Nabil al-Sûfi, directeur de *www.newsyemen.net*, le 20 janvier 2008 lors d'un colloque patronné par l'UNESCO sur la diversité culturelle (20-21 janvier 2008).

¹⁸ Chaque internaute doit s'inscrire avant de pouvoir participer à un forum ; cette inscription est la plupart du temps anonyme (on leur demande seulement de choisir un *username*), mais certains forums exigent le nom des internautes. Ainsi fichés, il est probable que ceux-ci hésitent à s'exprimer librement.

¹⁹ Pour le *Majlis al-yamanî* par exemple, à la date du 17 janvier 2008, seulement 13,5% des utilisateurs se connectaient depuis le Yémen (source : *Alexa.com*).

²⁰ Le ministre de l'information ne contrôlant que les journaux papier, le ministre des télécommunications est seul à pouvoir intervenir légalement.

²¹ Reporté une première fois, le procès devrait se dérouler en février 2008. Mais il n'est pas le seul à avoir été inculpé pour des faits similaires. Trois journalistes de presse écrite (du journal *al-Shâra*), Nâyf Hasan, Nabil Suba'iy et Mahmûd Taha, attendent également leur procès et risquent la peine de mort.

²² *www.rue89.com*, Trégan, François-Xavier, « Yémen : jugé pour avoir osé parler d'une guerre oubliée », 25.11.2007. Selon cet article, ce « procès vise[rait] à instruire, sans le dire, un article estimé hautement coupable bien que non publié » intitulé *Le bouc devenu président* résumant « les trente années de pouvoir du président ». Lire également Bashir al-Sayyed, "Fearless in Yemen", 18 décembre 2007, *www.menassat.com*.

²³ Interdiction depuis le 19 janvier 2008.

²⁴ Désordre public, émeute, révolte, guerre civile ou encore, dans le contexte, sécession.

²⁵ Cité par *www.marebpress.net* dans un article de la rédaction daté du 19 janvier 2008, « Les rédacteurs en chef des journaux protestent contre l'exécution de la loi sur la presse et les publications... » (en arabe).

²⁶ *Al-liqâ' al-mushtaraka*, alliance des principaux partis d'opposition (dont les socialistes du PSY et les islamistes d'al-Islah) qui ont présenté un candidat commun (Faysal bin Shamlân) aux élections présidentielles de septembre 2006)

²⁷ Il s'agit des *magyâl*-s, longues séances durant lesquelles les Yéménites, issus de milieux sociaux les plus divers, mâchent du qât en discutant notamment de politique, de problèmes sociaux, etc.

²⁸ Lors de la rédaction de cet article, l'une des dernières déclarations a été prononcée par le vice-ministre de la culture lors d'un colloque patronné par l'UNESCO sur la diversité culturelle (20-21 janvier 2008).

²⁹ Le 10.01.2008 par exemple, le journal de tendance socialiste *al-Thawri* a repris les idées d'un article, parut sur un site censuré de l'opposition sudiste, concernant le développement (futur ?) du nucléaire au Yémen (promesse électorale du président), alors que personne jusque-là n'avait abordé le sujet.

Bibliographie

BURGAT, Fr., « Les élections présidentielles de septembre 1999 au Yémen : du "pluralisme armé" au retour à la "norme arabe" », in *Monde arabe Maghreb-Machreq* 168, La documentation française, Paris, avril-juin 2000, p. 67-75.

BURGAT, Fr., « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », in *Critique internationale*, n° 32 (2006/3), Paris, juillet-septembre 2006, p. 9-21.

AL-Mu'îd, 'Abdallah al-Wâhâb 'Alî, *Thawra al-sabâfa al-yamanîya, 1990-2000*, Markaz dirâsât al-mustaqbâl, San'â', 1999.